

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 23/017/2008 – ÉFAI

13 juin 2008

AU 167/08 Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

Colombie	Isneldo González (h)	]
	Élida Parra Alfonso (f)	]
	Emiro Goyeneche Goyeneche (h)	] membres du personnel de la station de
	Ismael Antonio Rodríguez (h)	] radio communautaire Emisora
	Alexis Iván Rojas (h)	] Comunitaria Sarare FM Stéreo
	Deibys Pantoja Cerrero (h)	]

ainsi que les autres membres du personnel de la station

Des employés de la station de radio communautaire Emisora Comunitaria Sarare FM Stéreo ont été menacés de mort au cours des dernières semaines, et un graffiti proparamilitaire a été peint dans leurs locaux. Les vies de ces personnes sont en grand danger.

Emisora Comunitaria Sarare FM Stéreo est une station de radio communautaire qui émet depuis Saravena, dans le département d'Arauca (nord-est de la Colombie). Le 8 mai 2008, certains de ses employés, Isneldo González (membre du groupe de défense des droits humains Fundación de Derechos Humanos "Joel Sierra"), Élida Parra Alfonso, Emiro Goyeneche Goyeneche, Ismael Antonio Rodríguez, Alexis Iván Rojas et Deibys Pantoja Cerrero, ont tous reçu le même SMS de la part, semble-t-il, des Autodefensas Unidas de Colombia (AUC, Milices d'autodéfense unies de Colombie), une organisation paramilitaire : « Pour votre bien-être et celui de vos êtres chers, ne vous mêlez pas de sujets qui ne regardent pas cette station de radio. AUC Arauca ».

Le 28 mai, les craintes concernant les employés de la radio se sont exacerbées lorsqu'on a découvert que les lettres « AUC » avaient été peintes à l'entrée principale de leur bâtiment.

Le 27 septembre 2007, des employés de la station avaient pris part à une réunion publique aux côtés de membres d'une commission parlementaire sur les droits humains, lors de laquelle des membres de l'assistance avaient dénoncé les exactions et violations des droits humains commises par les différentes parties au conflit armé dans le département d'Arauca.

Dans le passé, il est souvent arrivé que des journalistes et des défenseurs des droits humains dénonçant les forces de sécurité, leurs alliés paramilitaires ou les groupes de guérilla pour de telles atteintes ou militant en faveur de la justice soient eux-mêmes la cible de graves violations de leurs droits fondamentaux.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Il arrive fréquemment que des journalistes soient menacés, voire tués par des groupes armés engagés dans le conflit colombien, qui les accusent de collaborer avec le camp adverse.

Les groupes paramilitaires colombiens soutenus par l'armée sont censés avoir été démobilisés dans le cadre d'un programme mis en place par le gouvernement. Les menaces contre les employés de Sarare FM montrent une nouvelle fois que les paramilitaires continuent d'opérer dans le département d'Arauca malgré cette soi—disant démobilisation.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous inquiet pour la sécurité d'Isneldo González, Élide Parra Alfonso, Emiro Goyeneche Goyeneche, Ismael Antonio Rodríguez, Alexis Iván Rojas, Deibys Pantoja Cerrero et d'autres employés de la radio communautaire Sarare FM depuis que ceux-ci ont été menacés de mort ;
- exhortez les autorités à prendre toutes les mesures de sécurité jugées appropriées par ces personnes ;
- demandez que soit ouverte une enquête exhaustive et impartiale sur les menaces de mort dont Isneldo González, Élide Parra Alfonso, Emiro Goyeneche Goyeneche, Ismael Antonio Rodríguez, Alexis Iván Rojas, Deibys Pantoja Cerrero et d'autres employés de la station auraient été la cible, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient déférés à la justice ;
- demandez aux autorités de prendre des mesures décisives pour combattre et démanteler les groupes paramilitaires qui opèrent dans la région et pour rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux nombreuses recommandations des Nations unies.

APPELS À :

Président de la République :

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez

Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-2, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 337 5890 / 342 0592

Formule d'appel : Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président,

Gouverneur du département d'Arauca :

Sr. Fredy Forero Requiniva

Gobernación de Arauca

Palacio de Gobierno Departamental, Carrera 20, 21-82, Arauca, Colombie

Fax : + 57 7 885 3233

Formule d'appel : Sr. Gobernador Serpa, / Monsieur le Gouverneur,

Procureur général :

Dr. Mario Germán Iguarán Arana

Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación

Diagonal 22B (Av. Luis Carlos Galán No. 52-01) Bloque C, Piso 4

Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (un message préenregistré en espagnol vous indique alors de composer le numéro de poste 2017)

Formule d'appel : Estimado Sr. Fiscal, / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

Organisation non gouvernementale de défense des droits humains :

Fundación de Derechos Humanos "Joel Sierra"

Carrera 16ª #28-49

Saravena

Arauca, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 25 JUILLET 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.